SYNDICAT NATIONAL UNITAIRE ● PÔLE EMPLOI FSU
Travail ● Emploi ● Formation ● Insertion
@snupoleemploi ı http://www.snutefifsu.fr ı syndicat.snu@pole-emploi.fr
SNU-Pôle Emploi FSU - 38 Rue des Frères Flavien ı 75020 PARIS ı
Tél : 01.40.30.79.26 / 23 / 24

COMMUNIQUE DU SNU-POLE EMPLOI

STATUT 2003 :
DIALOGUE SOCIAL A NOUVEAU INTERROMPU
PAR LA DIRECTION GENERALE DE POLE EMPLOI

Aujourd'hui, les Organisations Syndicales représentatives à Pôle-Emploi étaient convoquées pour une concertation sociale visant à faire évoluer les droits des agents de Pôle-Emploi régis par le statut 2003.

7 ans après la fusion, 4 ans après la fin du droit d'option le SNU comme a priori la Direction générale, fait des progrès statutaires une priorité même si nous nous savons que nous n'avons pas la même définition du progrès !

Depuis 2012, la Direction Générale refuse de constituer une Commission Technique rassemblant toutes les Organisations Syndicales de Pôle-Emploi afin de traiter dans un cadre juridiquement stable des modifications statutaires qui s'imposent pour plus d'égalité de droits des agents publics au sein de Pôle-Emploi.

La Direction Générale a préféré choisir les Délégués Syndicaux Centraux des 5 organisations syndicales représentatives depuis 2012 – CGT- SNU – FO- CFDT et CGC - pour mener à bien ces concertations relatives aux évolutions des droits des agents publics.

Le SNU- Pôle-emploi regrette vivement que la Direction Générale ne modifie pas sa stratégie sociale en matière notamment de dialogue et de relations avec les organisations syndicales frôlant l'iniquité de traitement entre organisations voir même la discrimination syndicale à l'égard de certaines. C'est la troisième réunion sur le sujet qu'elle annule depuis Janvier et ce sont les collègues concernés qui en payent l'addition au final.

Face à l'urgence pour de nouveaux droits ouverts aux collègues concernés, faire preuve de bon sens et d'un peu de courage pour assumer ses engagements devraient être des attitudes dont pourrait s'inspirer la Direction Générale sur le sujet et tous les autres. Nous en sommes manifestement très loin.

Le SNU exige une nouvelle date de réunion pour faire avancer ses revendications et apporter ainsi de nouveaux droits pour toutes et tous !

PARIS, le 28 Octobre 2015